

DOSSIER
Vingt ans après

Coordonné par Tanguy de Wilde et Frédéric Saenen

Jean de Ruyt

**« Je suis vivant, mais le monde ne sera
plus jamais comme avant »**

Propos recueillis par Tanguy de Wilde

Jean De Ruyt a passé près de quarante ans dans la carrière diplomatique. Celle-ci l'a amené à occuper divers postes à l'étranger (Kinshasa, Alger, New York, Washington, Varsovie, Rome) et à assurer la Direction générale de la Politique depuis Bruxelles. Il a ainsi représenté la Belgique dans les grandes instances multilatérales que sont la FAO, l'UEO, la CSCE, les Nations unies, l'OTAN et l'Union européenne. Il termina sa carrière en 2012 après avoir été nommé Envoyé spécial pour

le tout nouveau Service Européen d'Action Extérieure. L'Ambassadeur a pu ainsi à la fois s'imprégner de pays en développement et jauger leur non-alignement, tâter de la diplomatie économique si importante pour l'économie d'exportations et la terre d'investissement étranger qu'est la Belgique, percevoir l'évanescence de la guerre froide et apprécier le rôle d'ancrage que constitue l'intégration européenne. Quant aux négociations multilatérales au sein de diverses organisations internationales, elles lui ont montré la nécessité de déployer une qualité du plat pays : le sens du compromis.

De 2001 à 2004, le siège des Nations unies à New York constitua un poste d'observation idéal pour évaluer les bouleversements internationaux induits par le 11 septembre 2001. À l'époque, Jean De Ruyt y côtoie des collègues que l'avenir allait mettre sur le devant de la scène mondiale, comme Sergio Vieira de Mello, diplomate brésilien, Haut-commissaire aux droits de l'homme, qui mourra tragiquement à Bagdad en 2003 dans un attentat terroriste, Sergueï Lavrov, l'actuel ministre des Affaires étrangères russe, Ahmed Aboul Gheit, ambassadeur d'Égypte, et actuel Secrétaire général de la Ligue arabe ou encore le diplomate-écrivain indien Sashi Taroor, éphémère Secrétaire d'État aux Affaires étrangères de son pays par la suite.

Tanguy de Wilde : Le 11 septembre 2001, vous étiez à New York comme Représentant permanent de la Belgique près de l'ONU, pouvez-vous nous décrire vos premières impressions ?

Jean De Ruyt : J'étais effectivement Ambassadeur de Belgique aux Nations Unies et notre pays détenait durant ce second semestre de 2001 la présidence tournante de l'Union européenne. À 9 heures du matin, le 11 septembre, je devais présider la réunion hebdomadaire des quinze ambassadeurs de l'Union. C'était une réunion importante car elle devait préparer la semaine ministérielle de l'Assemblée générale, qui était prévue la semaine suivante. En entrant dans la salle de réunion, mon collègue britannique me signale qu'un avion a

heurté une des tours du World Trade Center (WTC). Nous croyions cependant tous les deux qu'il s'agissait d'un accident. Peu après, un collaborateur placé derrière moi me glisse un message : « un deuxième avion a heurté l'autre tour du WTC ». Très rapidement, il ne devint plus possible de continuer la réunion : des gens sortaient et rentraient, d'autres étaient vissés à leur téléphone. En retournant à mon bureau, je découvris un courriel inquiet de ma fille aînée et je lui ai immédiatement répondu : « Je suis vivant, mais le monde ne sera plus jamais comme avant ». C'est effectivement ce que tout le monde ressentait à ce moment-là. Mon agenda prévoyait l'assistance au lancement officiel de l'Assemblée générale des Nations unies, une cérémonie traditionnelle où le Secrétaire général, Kofi Annan à l'époque, devait sonner solennellement la cloche de la paix. Mais bien évidemment rien n'eut lieu car le bâtiment de l'ONU sera très vite évacué dans la crainte qu'il puisse lui aussi être une cible des terroristes.

Comment avez-vous interprété cet événement? Est-il comparable à l'attaque de Pearl Harbor par les Japonais le 7 décembre 1941, comme certains l'ont dit à l'époque?

Lorsque j'ai appris qu'il s'agissait d'un acte terroriste, j'ai d'abord cru à un lien avec l'enlèvement du conflit israélo-palestinien : les accords d'Oslo n'étaient pas appliqués, l'administration Clinton n'avait pas réussi à relancer le processus malgré les espoirs des négociations de Taba et l'Intifada avait repris. La tension était palpable dans les territoires palestiniens que j'avais visité quelques mois plus tôt avec le ministre Louis Michel quand j'étais encore Directeur général de la Politique au ministère des Affaires étrangères. Mais j'ai très vite compris que le *modus operandi* ne pouvait provenir que d'une nébuleuse comme Al Qaeda.

La comparaison avec Pearl Harbor est apparue en raison d'une similitude : en 1941 comme en 2001, les Américains n'ont pas imaginé qu'ils puissent être attaqués directement sur

leur sol. La guerre froide était terminée, d'aucuns comme Francis Fukuyama prédisait la « fin de l'histoire », le triomphe de la démocratie et de l'économie de marché et soudain une attaque sans précédent se produit, avec des vagues successives. Au moment-même, nous nous demandions d'ailleurs quand la série infernale allait s'arrêter : une tour, puis l'autre, le Pentagone, le crash d'un avion en Pennsylvanie qui aurait pu viser la Maison blanche, le Capitole voire le bâtiment de verre de l'ONU que nous avions quitté. L'attaque était portée au cœur battant du pays. Certes, les États-Unis avaient déjà été visés par des actes terroristes : la prise d'otages à l'ambassade de Téhéran en 1979, au Liban, l'explosion d'un immeuble de leurs forces armées dans les années quatre-vingt, les sanglants attentats contre les ambassades de Nairobi et de Dar Es Salam en 1998. Mais voir le pays directement atteint le 11 septembre 2001 a créé un traumatisme énorme.

Quelles étaient les premières réactions que vous avez pu percevoir à New York, dans les milieux officiels et au sein de la population ?

Depuis avril 2001, j'étais à l'ONU et les Nations unies étaient à ce moment-là dans un état de grâce qui sera d'ailleurs marqué par l'octroi du Prix Nobel de la Paix à la fin de cette même année. L'essentiel consistait donc pour l'ONU à continuer à maîtriser la situation après la déflagration du 11 septembre. Car dès le départ, la grande crainte que nous avions était une réaction américaine unilatérale faisant fi de l'organisation. Alors, certes, les États-Unis finiront par verser dans l'unilatéralisme, mais dès le 11 septembre tout a été fait pour qu'il n'en soit pas ainsi. Le lendemain des événements, le Conseil de sécurité a autorisé une opération en Afghanistan où se terrait Ben Laden. Et deux jours plus tard, l'Assemblée générale, réunie au niveau des ambassadeurs, a voté une résolution organisant la solidarité mondiale contre le terrorisme. Pour le reste, la ville de New York est restée complètement isolée pendant un

mois au moins : les ponts et les tunnels étaient fermés, comme les aéroports. La vie s'était quelque peu arrêtée. On pouvait aller voir les spectacles de Broadway sans réserver. La semaine ministérielle de l'Assemblée générale qui se tient traditionnellement fin septembre a été reportée au mois de novembre. Mais la Bourse de New York, elle, a repris ses activités le lundi suivant, le 17 septembre.

Estimez-vous que cet événement a provoqué une mutation profonde au sein de l'administration Bush ?

Oui, tout à fait. Il faut se souvenir que l'administration Bush était arrivée au pouvoir sans gloire, neuf mois plus tôt, au terme d'un long processus électoral où il avait fallu recompter les voix en Floride afin de départager George W. Bush et Al Gore. Le nouveau président n'avait pas un grand charisme et ne bénéficiait pas de l'expérience diplomatique de son père. Il était d'ailleurs en voyage quand les tours de New York ont été touchées. On le voit visiblement hébété quand on lui annonce la nouvelle dans une classe d'école qu'il visitait. Tout va cependant s'accélérer quand le vice-président Dick Cheney (le « veep » comme le désignera un film plus tard) a été placé par sécurité dans un bunker souterrain et s'est mis en ordre de bataille pour la riposte américaine. Il va devenir déterminant en compagnie du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et de Paul Wolfowitz, un des leaders du courant néo-conservateur qui pensait que les États-Unis étaient devenus tellement puissants après la guerre froide qu'ils pourraient imposer la démocratie à l'ensemble du monde. D'où la création d'un « axe du mal » comprenant les États soupçonnés de prolifération d'armes de destruction massive comme l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord.

À votre avis y-a-t-il a eu à partir du 11 septembre 2001 une reconfiguration des relations entre les grandes puissances qui retrouvaient une sorte d'ennemi commun ?

Le plus étonnant après le 11 septembre a été la réaction de la Russie. Poutine n'était devenu président qu'en 2000. Il avait

réglé par la force le problème tchéchène et les signaux qu'il envoya au lendemain des attentats étaient significatifs. La Russie se positionnait résolument en soutien des États-Unis et de la lutte contre le terrorisme djihadiste dont elle estimait avoir vu les prémices dans le Caucase. Moscou a même contribué à renforcer la résolution du Conseil de sécurité, votée après les attaques, qui autorisait la guerre en Afghanistan. Un mouvement général de rapprochement avec la Russie semblait s'être dessiné : Poutine fut invité à s'adresser au *Bundestag* par le chancelier Gerhard Schröder et les diplomates croyaient que l'étape suivante consisterait en un rapprochement entre l'OTAN et la Russie. La lutte contre le terrorisme était un puissant ferment de rapprochement. Même l'Iran, qui pour le coup n'avait rien à voir avec les attentats, saisit l'occasion pour tenter de rétablir une relation positive avec Washington. Au mois d'octobre, mon collègue iranien Sadegh Kharazi, un proche du président Khatami, tint à me faire passer discrètement un message destiné, en fait, aux États-Unis. N'ayant plus de relations diplomatiques avec Washington, l'Iran utilisait son ambassadeur aux Nations Unies pour établir des contacts indirects. Le message était intéressant : mon collègue voulait faire savoir aux États-Unis que l'Iran était disposé à les aider dans leurs opérations en Afghanistan qui venaient de débiter. Téhéran envisageait de laisser transiter des troupes ou de l'équipement vers l'Afghanistan, à travers la frontière commune entre les deux pays. L'idée sous-jacente était donc bien de rétablir des liens avec les États Unis. Je fis passer le message à Stephen Hadley, qui était à ce moment l'adjoint de Condoleezza Rice au Conseil de la sécurité nationale ; mais cette initiative ne recueillit pas d'écho : l'Iran, pour George W. Bush, faisait partie de l'« axe du mal » et il n'était pas question de l'en faire sortir...

Comment les alliés des États-Unis, notamment la Belgique et l'Union européenne, ont-ils réagi à cet évènement ?

La Belgique exerçait la présidence de l'Union européenne.

Le Premier ministre Guy Verhofstadt est venu à New York trois semaines après les événements et nous sommes allés ensemble voir « Ground Zero » dont les ruines étaient encore fumantes. La solidarité euro-américaine était totale à ce moment-là sur fond d'une sympathie mondiale à l'égard des États-Unis. Ce capital va être gâché par la propension de l'administration Bush/Cheney à développer une réaction purement nationale et, partant, unilatérale. Si l'on cherche les raisons de cette attitude, on peut sans doute les trouver dans l'ampleur de l'attaque à laquelle il fallait riposter de manière exemplaire. L'Afghanistan ne suffisait pas, il fallait davantage impressionner l'opinion publique américaine. Les néo-conservateurs et leurs idées assez sidérantes d'aller établir la démocratie à la pointe du fusil ont mené à la guerre en Irak en 2003, laquelle fit s'effondrer toute la solidarité internationale dont bénéficiaient les États-Unis.

Avec le recul, estimez-vous que le 11 septembre 2001 peut signifier l'entrée dans un monde « post-post-guerre froide », à savoir un monde où le prisme idéologique de la guerre froide n'est non seulement plus une référence mais est remplacé par un autre paradigme ?

Non, je ne pense pas qu'on puisse dire qu'il y a véritablement un nouveau paradigme. C'est ce que croyaient certains Américains : l'unipolarité aurait créé un nouvel ordre mondial où la démocratie pouvait être imposée. Cela a mené à la catastrophe en Irak. Certes, aujourd'hui, la guerre froide n'est pas de retour mais beaucoup semblent se préparer à ce qu'elle revienne. Que voit-on précisément ? Une Chine qui monte en puissance, des États-Unis plus en retrait et une Russie qui s'est réveillée.

Le 11 septembre a-t-il écorné ou renforcé la puissance des États-Unis ?

Le 11 septembre lui-même n'a pas écorné la puissance des États-Unis. Somme toute, il s'agissait d'un acte terroriste condamné par l'ensemble des États les importants de la planète. Comme je l'ai indiqué, même la Russie et l'Iran ont té-

moigné d'une certaine solidarité à l'égard des États-Unis. Ce qui a réellement écorné la puissance américaine, c'est la guerre d'Irak où la victoire militaire s'est très tôt muée en débâcle politique, ensuite la réaction de repli sur soi exagérée de l'administration Obama, enfin, à l'évidence, ce stupide « America first » de Trump pour mobiliser les populistes.

L'intervention américaine et internationale en Afghanistan, conséquence directe du 9/11 débouche-t-elle sur un constat d'échec ?

Contrairement à la guerre en Irak de 2003, la guerre en Afghanistan était légitime et sans doute nécessaire. Non seulement les Taliban hébergeaient Ben Laden et une partie des composantes du réseau Al Qaeda, mais leur connivence avait contribué à éliminer le commandant Massoud qui luttait pour un Afghanistan qui ne soit plus assimilable à un chancre terroriste. Les opérations en Afghanistan ont été soutenues par les Nations unies. L'OTAN y a contribué et ses membres, y compris la Belgique, ont participé à la force internationale d'assistance et de stabilisation. Le problème est que l'Afghanistan est un pays très isolé et sauvage. Après vingt ans de guerre, non seulement le pays n'est pas devenu démocratique, mais les Taliban sont toujours présents et menaçants comme aux premiers jours. Je comprends que l'armée américaine et l'OTAN renoncent au « Nation-Building ». À l'avenir, il faudra surtout veiller à empêcher que l'islamisme extrémiste y reprenne racine pour constituer à nouveau une menace pour la planète.

En vingt ans, quels sont à votre avis les changements les plus importants de la scène internationale parmi ceux-ci : le terrorisme djihadiste, la montée en puissance de la Chine, la prise de conscience de la lutte contre le changement climatique, le Brexit, le raidissement de la Russie poutinienne, la crise des subprimes, l'émergence des GAFAM, la pandémie du Covid-19 ?

Indéniablement, le plus grand changement se situe dans la montée en puissance de la Chine. Lorsque je suis arrivé à l'ONU en 2001, on venait de procéder à une révision de la

contribution financière des États en fonction de leur poids économique. Pour la première fois depuis son entrée à l'ONU, la Chine allait payer davantage que la Belgique ! Aujourd'hui Pékin est en passe de devenir la première puissance économique mondiale. Son influence en Afrique et en Amérique latine est en croissance exponentielle. Le problème avec la Chine c'est qu'on aura plus de mal à admettre un leadership et un système en discordance avec les valeurs occidentales. Il y a là une source de confrontation, renforcée par l'entente entre Pékin et Moscou pour dénier l'universalité des valeurs occidentales. Néanmoins, le problème russe est moins grave. Certes, la Russie a démontré en vingt ans une prétention impériale et c'est ce qui fait le succès de Poutine. Mais, à part détruire le monde en une après-midi, ce dont elle est toujours capable, elle n'a plus les moyens économiques de s'imposer comme une grande puissance au niveau mondial.

Un deuxième élément dont l'apparition a été frappante en vingt ans, c'est le phénomène du populisme de certains dirigeants, phénomène accentué par deux évolutions. La mondialisation économique a provoqué un changement chez certaines catégories de personnes : elles ne se sentent plus représentées par leurs élites politiques, vers qui jusque-là elles se tournaient pour être défendues. D'où l'apparition des gilets jaunes, de l'électorat de Trump, du Brexit, notamment. Ce phénomène est d'ailleurs accentué par le développement des réseaux sociaux où la presse traditionnelle est débordée par la circulation d'une information débridée et potentiellement populiste. Il y a là un défi important auquel il faudra répondre par une efficacité politique. C'est aux pouvoirs publics, à nos gouvernements, aux démocraties de trouver les moyens de contrôler les réseaux sociaux et leurs hébergeurs des GAFAM. En outre, il faut adapter le dialogue avec le citoyen en fonction des nouveaux moyens de communication.

Les autres points que vous citez m'apparaissent plus gé-

rables. Le Brexit est pour l'Union européenne une grande tristesse mais il est derrière nous et le reste de l'UE est demeuré incroyablement uni, ce qui est essentiel. Le terrorisme djihadiste est encore présent, on le voit en Afrique de l'Ouest et il pourrait revenir en Afghanistan. Mais les États ont la capacité de le juguler à l'instar de ce qui a été déployé pour lutter contre Daech. Quant à la crise des *subprimes*, j'y vois la nécessité toujours présente d'empêcher le libéralisme de s'autoréguler : les grandes entreprises multinationales comme les GAFAM lancent aux États le même genre de défi. Enfin, la lutte contre le changement climatique et la crise du Covid sont là pour rappeler la nécessité d'instruments de gouvernance mondiale préventifs pour garantir le bien-être des générations futures.

L'Union européenne est-elle sur la scène internationale plus forte en 2021 qu'en 2001 ? Et quelles sont, selon vous, les principaux défis à relever par l'Union européenne dans les vingt prochaines années ?

L'Union européenne n'a pas faibli dans les vingt dernières années. Elle poursuit sa démarche d'intégration à travers les succès et les crises. Évidemment, le tournant du siècle a été un moment particulièrement faste. La fin de la guerre froide a coïncidé avec la mise en place de la monnaie unique et le lancement de l'Union politique à Maastricht. La croissance économique a été forte jusqu'en 2008. La réaction à la crise a été adéquate : l'Euro a été sauvé, l'élargissement s'est poursuivi en stabilisant l'Europe du centre et de l'Est.

En réalité, pendant ces vingt dernières années, l'Union européenne est aussi devenue une forme d'« empire » parmi d'autres sur la scène internationale. Les États-Unis, la Chine, la Russie et même d'une certaine manière la Turquie, se sont reconstitués en puissance indépendantes et nous n'avons pas le choix. Nous devons interagir avec ces puissances, munis de nos propres ressources stratégiques. C'est pour cela que nous évoquons une « autonomie stratégique ». L'UE n'est plus un satellite des

États-Unis. Nous interagissons avec Washington comme avec notre voisin la Russie et la nouvelle puissance chinoise sur un échiquier mondial redevenu en fait « pré-westphalien ». Mais heureusement, depuis la guerre de Trente ans, nous avons eu le temps de mettre en place un processus précieux : le multilatéralisme. C'est à partir de ce dernier que les relations entre les nouveaux empires et les autres pays du monde devraient s'organiser dorénavant. L'arrivée d'un nouveau président américain qui semble y croire est une bonne nouvelle.